

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8668 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Transport urbain

Le Bénin projette de digitaliser la gestion de son trafic routier

Depuis quelques années, le Bénin consacre d'importantes ressources au développement de son réseau routier. Pour faire face aux... • (Page 06)

BOAD Titrisation

NSIA Banque et Orabank Côte d'Ivoire lancent l'opération de titrisation Keur Samba

Dans le cadre de son programme de titrisation, la BOAD (Banque Ouest Africaine de... • (Page 06)

Développement en Afrique

L'industrialisation, voie de développement des pays africains, selon l'ancien président Soglo

• (Page 03)



Transformation économique dans l'Uemoa

• (Page 08)

13 écosystèmes régionaux annoncés pour la compétitivité

Dispositif ultramoderne de surveillance

Fin des activités illicites dans les eaux béninoises

« Qui tient la mer, tient le commerce du monde. Qui tient le commerce tient la richesse. Qui tient la richesse du... • (Page 04)

Amélioration de l'économie

Le Bénin, 1er au classement de l'indice de liberté économique

Le Think tank américain The Heritage Foundation a publié le 04 mars 2025... • (Page 02)

Guerre russo ukrainienne

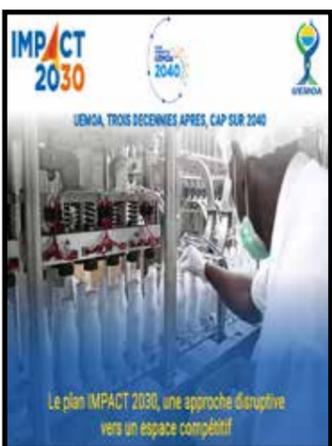
Cash Trump-Zelensky : La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

Ce lundi, le 3 mars, Donald Trump a ordonné une « pause » dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles... • (Pages 10 & 11)

Nouvelles routes de la soie

Les engagements chinois en Afrique ont augmenté de 34% en 2024, à 29,2 milliards \$

La région du Moyen-Orient a ravi à l'Afrique le rang de première région bénéficiaire des engagements... • (Page 08)



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	601.00	655.95	766.75	0.41	41.28	32.89	3.82	82.50	163.25	7.26

Amélioration de l'économie

Le Bénin, 1^{er} au classement de l'indice de liberté économique

Le Think tank américain The Heritage Foundation a publié le 04 mars 2025, le classement 2025 des pays africains en matière de liberté économique. Selon ce classement le Bénin connaît des avancées remarquables sur le plan économique.

• Belmondo ATIKPO

D'après le classement du think tank américain The Heritage Foundation, le Bénin est premier dans l'UEMOA et 9^{ème} sur le continent africain. A l'échelle mondiale, il se classe 96^e. Cette performance place le Bénin devant la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigéria, le Sénégal en matière de liberté économique. Cette évaluation est basée sur 12 indicateurs regroupés en quatre grandes catégories. Il s'agit de l'Etat de droit (le droit de propriété, l'intégrité du gouvernement, l'efficacité judiciaire), la prépondérance du gouvernement (les dépenses publiques, la pression fiscale, la santé fiscale), l'efficacité réglementaire (la liberté des affaires, la liberté de travail, la liberté monétaire) et l'ouverture des marchés (la liberté commerciale, la liberté d'investissement, la liberté financière). Le classement de cette année 2025 a été basé sur des données collectées sur la période du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024. Les pays sont classés en cinq catégories en fonction du niveau de liberté économique. Ceux ayant enregistré les scores les plus élevés (entre 80 et 100) sont considérés comme économiquement libres. Suivent de façon décroissante, les économies globalement libres (de 70 à 79,9 points), puis celles modérément libres (de 60 à 69,9 points). Viennent ensuite les pays « pratiquement pas libres » sur le plan économique (de 50 à 59,9 points), et enfin les pays dits répressifs en la matière (ayant des scores inférieurs à 50 points). L'indice évalue la liberté économique de 176 pays à travers 12 indicateurs clés, regroupés en quatre catégories principales. Les pays sont ensuite classés en cinq catégories, allant des économies « libres » aux économies « répressives ». Cette année, l'île Maurice a vu son score progres-



ser, tandis que la moyenne africaine est menée par le Botswana, le Cap-Vert, les Seychelles, Sao Tomé-et-Principe, le Maroc, la Tanzanie, la Namibie et la Côte d'Ivoire. Il est à noter qu'aucun pays africain ne figure dans la catégorie des économies « libres », et seule l'île Maurice est classée comme « globalement libre ». À l'échelle mondiale, seuls trois pays sont considérés comme « économiquement libres », 26 sont « globalement libres » et 58 sont « modérément libres ». En revanche, 60 économies sont classées comme « pratiquement pas libres » et 29 comme « répressives ». Par ailleurs, l'index souligne que les économies africaines ne sont pas encore libres dans l'ensemble. Ceci pour plusieurs raisons. Au nombre de celles-ci, on peut citer la forte prévalence de la corruption, les niveaux élevés de pression fiscale et le faible degré d'ouverture des marchés. Cela dit, aucun pays africain n'est présent dans la catégorie des économies libres. C'est seulement l'île Maurice qui a vu son score augmenter de 3,5 points qui affiche une économie globalement libre. On a ensuite cinq pays qui ont une économie modérément libre, 31 qui affichent une économie pratiquement pas libre et 14 qui sont classés dans la catégorie « répressif ».

Les plus économiquement libres en 2025

- 1- Maurice (15^{ème} rang mondial, globalement libre) 75 points
- 2- Botswana (23^{ème}, modérément libre)
- 3- Cap-Vert (40^{ème}, modérément libre)
- 4- Seychelles (52^{ème}, modérément libre)
- 5- Sao Tomé-et-Principe (85^{ème}, modérément libre)
- 6- Maroc (86^{ème}, modérément libre)
- 7- Tanzanie (92^{ème}, pratiquement pas libre)
- 8- Namibie (94^{ème}, pratiquement pas libre)
- 9- Bénin (96^{ème}, pratiquement pas libre)
- 10- Côte d'Ivoire (101^{ème}, pratiquement pas libre)
- 11- Afrique du Sud (103^{ème}, pratiquement pas libre)
- 12- Madagascar (104^{ème}, pratiquement pas libre)
- 13- Gambie (105^{ème}, pratiquement pas libre)
- 14- Eswatini (107^{ème}, pratiquement pas libre)
- 15- Sénégal (108^{ème}, pratiquement pas libre)
- 16- Gabon (110^{ème}, pratiquement pas libre)
- 17- Ghana (112^{ème}, pratiquement pas libre)
- 18- Djibouti (114^{ème}, pratiquement pas libre)
- 19- Angola (118^{ème}, pratiquement pas libre)
- 20- Mauritanie (119^{ème}, pratiquement pas libre)

AUX DECIDEURS...

Que vaut l'éducation universitaire au Bénin ?

Etudiants stupides ou étudiants éveillés ! Ils fuient les universités moins chères du Bénin pour celles qui sont triplement chères. Et tout ça, est-il de leur responsabilité ou celle du système éducatif impitoyable dans lequel ils évoluent ? C'est la nouvelle maladie grave qui doit faire courir les autorités de l'éducation du Bénin; car c'est la bataille très secrète que mènent certains pays « dits développés » pour attirer les meilleurs talents du Bénin vers eux. C'est une forme d'esclavage que les autorités ne perçoivent pas encore. Ils utilisent des manèges, des stratégies colonisatrices voire impérialistes pour détourner des jeunes talents, des jeunes techniciens doués à la quête de la référence.

Il est crucial que les dirigeants abandonnent leur vision archaïque selon laquelle nous sommes encore dans une économie basée sur les matières premières. Ils doivent comprendre que nous évoluons désormais dans une économie où prévalent la connaissance et la technologie. Le Bénin n'est pas conscient de cette réalité à l'heure actuelle. Ils se contentent de poursuivre les ressources matérielles sans prêter attention au savoir. Les programmes de formation ne sont ni actualisés, ni ajustés pour leur praticité. Est-il possible de rester indéfiniment dans ces conditions éducatives de vie ?

Non ! Je ne pense pas. L'éducation universitaire, quoiqu'on dise ne rivalise pas dans ce monde globalisant. Le Bénin est un pays qui regorge de talents, des hommes et des femmes chics, des génies ; il est parmi les pays où la population est très jeune de nos jours. En clair, les cerveaux de demain au Bénin ce sont ces jeunes étudiants, détenteurs de la compétence, du savoir-faire et du savoir-être.

Les étudiants qui ont fait des études techniques et ceux qui ont excellé dans la technologie rejoignent d'autres campus. Les campus des autres pays. Bref, nos jeunes s'en vont puisque tout sent de la moutarde dans nos Universités.

Le constat est que le Bénin excelle dans une attitude de passivité négatrice de toute capacité ; étant donné que le développement tend à créer des conditions propices de vie que la nature brute extérieure ne donne pas nécessairement ni automatiquement. Le développement de l'esprit à travers des initiatives de création est une chance de progrès et de développement de la vie elle-même ; l'Homme béninois doit se dépasser en quelque chose pour être utile à son pays. Je pense que la paresse seule n'explique pas ce manque de dynamisme du côté des gouvernants, il y a aussi l'ignorance, la méchanceté et une certaine absence d'ouverture vis-à-vis de soi. Le gouvernement investit mais les cadres de l'éducation désinvestissent.

A qui la faute alors, à ceux d'ici ou à ceux de là-bas ?

Jules AFFODJI

Eco secret

Niamey se projette sur l'exploitation du cuivre

Le Niger a annoncé, ce mardi 23 février, le lancement de projets d'exploitation industrielle du cuivre dans le nord du pays, marquant une étape clé dans la diversification de son secteur minier, traditionnellement centré sur l'uranium. La Compagnie minière de l'Air (Cominair SA)...

Développement en Afrique

L'industrialisation, voie de développement des pays africains, selon l'ancien président N. Soglo

Face à la conjoncture économique induite par la dévaluation du franc CFA en 1994, l'ancien président de la République du Bénin, Nicéphore Soglo avait indiqué l'industrialisation comme l'une des voies les plus sûres pouvant permettre aux pays africains de parvenir au développement. Il l'a rappelé ce lundi 10 mars 2025 dans un entretien sur Radio France Internationale (RFI). L'ancien président a abordé quelques sujets importants sur le Bénin et aussi sur le développement des pays africains. Selon l'ancien président Nicéphore Soglo, la « dévaluation a été violente ». Et pour y faire face, les Etats africains étaient censés trouver eux-mêmes les solutions. Parlant du remplacement du Franc CFA, il fait savoir que « les peuples du Nigéria, du Bénin et Togo sont les mêmes. On doit créer une monnaie commune. C'est évident ». Par ailleurs, d'après les explications de l'ancien président, le coton a été une option au Bénin, et l'industrialisation comme la



solution pour l'exploitation optimale des ressources. Quelques décennies après, cette ambition affichée par l'ancien président a pu

se concrétiser grâce au leadership du président Patrice Talon à travers la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) ; projet phar-

onique qui permet aujourd'hui au Bénin, de transformer toute sa production de coton. A travers ce hub industriel mis en place, le

Bénin a pu se hisser au rang de grandes nations en matière de textile, satisfaisant des commandes de grandes marques européennes et américaines. En plus du coton, c'est plusieurs autres matières premières, notamment le soja, l'anacarde, etc. qui sont transformés au sein de la zone économique spéciale objet d'attraction à travers le monde. « Talon nous cache des choses », avait laissé entendre Nicéphore Soglo très impressionné au terme d'une visite en septembre 2024 à la GDIZ.

Source externe

Cameroun

Camrail déclare le paiement de 16 millions USD d'impôts par an

Selon un récent communiqué de la Cameroon Railways Company (Camrail), cette entreprise déclare payer chaque année la somme de 10 milliards de FCFA (16 millions USD) au titre des impôts et taxes à l'État du Cameroun. Par ailleurs, le même document informe que l'unique concessionnaire du réseau ferroviaire au Cameroun investit chaque année près de 12 milliards de FCFA (19,08 millions USD) dans le transport ferroviaire. L'entreprise a décliné ces chiffres lors des Rencontres économiques de Yaoundé, organisées du 26 au 27 février 2025 à l'initiative du Groupement des entreprises du Cameroun (GECAM). Ce fut l'occasion pour le directeur commercial et marketing de Camrail, Alain Minoué, de révéler qu'« en plus de nos solutions de mobilité, notre contribution à la facilitation des enlèvements portuaires et à la compétitivité des corridors, notre contribution à la stabilisation des prix des hydrocarbures, le chemin de fer camerounais contribue à évacuer des volumes importants de marchandises destinés à l'exportation ». Parmi ces marchandises, souligne le responsable de cette entreprise, l'on note « le bois en grumes et débités, le coton fibre, le sésame, la gomme arabique, dont d'importants volumes pro-

viennent du Tchad et de la République centrafricaine (RCA). Ces opérations à l'exportation constituent d'importantes sources de rentrées de devises ». Pour rappel, c'est en 1999 qu'à la faveur du processus de privatisation entrepris par l'État du Cameroun, la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun (Regifercam) est captée par Camrail. De filiale du groupe français Bolloré, l'entreprise passe sous pavillon Africa

Global Logistics (AGL). Depuis 1999, elle assure le transport des personnes et des marchandises le long des 918 km de chemin de fer du Transcamerounais dont elle a hérité de la Regifercam. S'exprimant aux Rencontres économiques de Yaoundé, Mama Nsouchiat Fit, directeur général adjoint d'AGL Cameroun, a dévoilé la stratégie de cette société au Cameroun. Qui repose sur un trépied constitué de

« l'optimisation de la fluidité des échanges commerciaux par des solutions logistiques adaptées aux besoins du marché camerounais et régional ; l'accélération de la digitalisation des services logistiques pour optimiser l'efficacité des opérations et améliorer la compétitivité des entreprises locales ; et le développement de solutions logistiques durables ».

Financial Afrik

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)

Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018

Dispositif ultramoderne de surveillance des espaces maritimes du Bénin

Fin des activités illicites dans les eaux béninoises

« Qui tient la mer, tient le commerce du monde. Qui tient le commerce tient la richesse. Qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même », disait Sir Walton RALEIGH. C'est fort de cela que le Gouvernement du Président Patrice TALON a décidé depuis 2018 de la mise en place d'un système ultramoderne pour la surveillance de nos espaces maritimes, la protection du transport maritime et la sécurité de tous les usagers. Le premier responsable de la Préfecture maritime, Organe de coordination de toutes les actions de l'État en mer, le Contre-Amiral Fernand Maxime AHOYO, s'est entretenu le vendredi 7 mars 2025 avec les professionnels des médias.

Parti du constat du trafic illicite et de la criminalité de tout genre dans les eaux territoriales du Bénin, ce qui faisait fuir les investisseurs étrangers, le Gouvernement du Président Patrice TALON a décidé de la mise en place d'un dispositif ultramoderne pour surveiller toute la façade maritime du Bénin. Chose effective depuis l'année 2024.



Trois grandes missions incombent à la Préfecture maritime, un organe qui coordonne les activités de toutes les administrations intervenant en mer au Bénin. Il s'agit de la sécurité maritime, la prévention des activités illicites et la protection de l'environnement marin. Ces différentes missions sont mises en œuvre avec efficacité. Ainsi, depuis 2020, le Bénin n'a plus connu d'attaque de navire dans ses eaux territoriales. Une descente au niveau de la salle d'opération a permis de constater l'installation d'un écran géant qui permet de suivre en permanence, 24h sur 24 et 7 jours sur 7 tous les espaces maritimes du Bénin. Désormais, plus rien n'échappe à la Préfecture maritime. Il s'avère dorénavant impossible pour les criminels d'agir dans les eaux territoriales du Bénin sans se faire repérer. Le dispositif de surveillance est doté de plusieurs radars

de surveillance de dernière génération implantés à Grand-Popo, Ouidah, Cotonou et Sèmè-Kraké. « Toute notre façade maritime est désormais couverte. Nous pouvons surveiller et détecter même au-delà de nos frontières. Nous avons une couverture totale de notre façade maritime. Ce projet a été initié par le Président Patrice TALON depuis 2018 », indique avec fierté le Préfet Maritime. Ce système est redondant. Ce qui veut dire que s'il y a coupure à Cotonou, le relai de Grand-Popo peut continuer par fonctionner et enregistrer tous les événements. A partir d'ici, nous pouvons suivre également les activités qui se déroulent sur le terminal pétrolier de Sèmè, lorsque les navires viennent pour charger jusqu'à leur sortie des espaces maritimes du Bénin », a aussi révélé le Contre-amiral Ahoyo. « C'est un système ouvert. Si demain,

on veut connecter d'autres capteurs de collecte de données, on peut le faire. Nous avons les moyens pour la mise à jour régulière des données », poursuit-il. Autre élément indicateur de la performance du centre et de ses équipements, c'est la possibilité de faire la discrimination de deux navires, contrairement aux radars utilisés par le passé. « Lorsque vous avez un radar qui a une impulsion et que deux échos sont très proches, vous voyez un navire. Avec les radars du centre, lorsqu'il y a activité illicite, on peut tout détecter et intervenir », souligne le préfet maritime. Grâce à ce système, le Bénin offre aux investisseurs étrangers un environnement sécurisé pour le développement de leurs activités et ce, au profit de l'embellie économique du pays et du bien-être social.

Source externe

BOA Burkina Faso

Bénéfice en net recul, mais un dividende en hausse

Malgré la baisse du bénéfice net en 2024, la banque a maintenu une politique généreuse de distribution de dividendes. L'année 2024 marque un coup d'arrêt pour Bank of Africa Burkina Faso (BOA BF). Après plusieurs exercices de croissance, la filiale burkinabè du groupe BOA voit son résultat net chuter de 22,86 %. Celui-ci passe de 29,06 milliards FCFA (47,4 millions \$) en 2023 à 22,4 milliards FCFA en 2024, après avoir connu des croissances successives sur les 5 dernières années. Un recul significatif, qui contraste avec la hausse de 21,6 % du dividende brut par action, porté à 490 FCFA. Alors que la banque fait face à une contraction de son activité, la priorité semble être de préserver la confiance du marché en garantissant une rentabilité stable pour ses actionnaires. Mais cette stratégie peut-elle être soutenable si la tendance baissière se confirme ? Si la BOA n'a pas encore publié son produit net bancaire (PNB) annuel, les chiffres des trois premiers trimestres donnaient déjà un signal d'alerte. A fin septembre 2024, le PNB s'élevait à 42,9 milliards FCFA, en repli de 4,49 % sur un an. Le résultat avant impôt chutait encore plus lourdement (-19,34 %), en tombant à 21,3 milliards FCFA, contre 26,4 milliards FCFA un an plus tôt. L'encours des crédits à la clientèle suivait déjà la même trajectoire : il s'établissait à 577,8 milliards



FCFA à fin septembre, contre 655,9 milliards FCFA en décembre 2023. Idem pour les dépôts des clients qui avaient aussi reculé à 752,1 milliards FCFA à fin septembre, contre 771,2 milliards FCFA à fin 2023. Cette contraction de l'activité bancaire intervient pourtant dans un environnement que BOA BF jugeait elle-même plus favorable. La banque soulignait en effet, dans ses rapports de septembre, une amélioration de la situation sécuritaire qui aurait dû favoriser un regain de dynamisme économique. A cela s'ajoute une production céréalière et aurifère en progression. Malgré ces signaux positifs, l'activité bancaire a peiné à suivre la même dynamique. Malgré cette baisse des résultats, les actionnaires ne sont pas oubliés. En 2024, 96,17 % du résultat net de BOA BF a été distribué sous forme de dividendes. Le dividende brut par action a été porté à 490 FCFA contre 403 FCFA en 2023 et 330 FCFA en 2022, soit une progression de 21,6 % en un an et 48,5 % en deux ans. Après le prélèvement de l'impôt sur le revenu

des valeurs mobilières, le dividende net ressort à 428 FCFA par action, assurant une rentabilité attractive pour les investisseurs. Ce niveau de distribution pourrait surprendre alors même que l'institution a doublé son capital social en 2024, le portant de 22 milliards FCFA à 44 milliards FCFA. Une recapitalisation a été réalisée exclusivement via l'incorporation des primes liées au capital et des réserves facultatives, sans appel au marché. En d'autres termes, BOA BF a mobilisé ses ressources internes pour renforcer ses fonds propres, ce qui aurait pu justifier une réduction de la distribution des bénéfices pour maintenir un équilibre prudent. Malgré cette recapitalisation, la banque n'a alloué aucune nouvelle dotation aux réserves facultatives en 2024. A fin 2024, le report à nouveau après affectation du résultat s'élevait encore à 7 milliards FCFA, ce qui laisse une marge de sécurité, mais relativement réduite compte tenu des incertitudes sur la rentabilité future.

Source externe

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région

Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019

Liste des événements à caractère économique de 2025

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
SECUREX WEST AFRICA SALON SUR LA SÛRETÉ, LA CYBERSÉCURITÉ, LA PROTECTION INCENDIE ET LA SÉCURITÉ DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	11 au 13 mars 2025	Lagos Land Mark Events Centre +234 805 333 33 33	Lagos Land Mark Events Centre
SALON DE L'ENERGIE ET DE LA TRANSFORMATION ENERGETIQUE	27 mars 2025	Abidjan +225 07 08 10 72 03 / 07 59 99 30 59 ykeconsulting@gmail.com fabrice.kouakou@gmail.com	YKE CONSULTING M. Fabrice KOUAKOU
SALON DU CREDIT ET DU FINANCEMENT DE COTE D'IVOIRE	27 au 29 mars 2025	Abidjan +225 07 08 95 48 42	N. CONCEPT-T M. TANO Kakou Fabrice Olivier
SALON DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES, DE LA FRANCHISE	1er au 02 avril 2025	Abidjan +225 25 22 01 49 83 / 05 54 100 411 salonenfant@toutabidjan.com	MINDICI CORPORATION
SALON AFRICAIN DU BÂTIMENT ET DES MÉTIERS	1er au 06 avril 2025	Hôtel Best Western Plus Douala Cameroun info@salonafribat.com / koffopierre@yahoo.fr	AFRIBAT CAMEROUN
FOIRE DU MADE IN CÔTE D'IVOIRE (FOMCI)	02 au 06 avril 2025	Abidjan (Parc des expositions) +225 27 22 30 22 91	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE
SALON DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE (LELAB FISHERIES EXPO)	03 au 05 avril 2025	Abidjan +225 07 49 32 76 24 atsepatrickherve@gmail.com	M. ATSE PATRICK
GITEX AFRICA Le plus grand événement technique & start-up en Afrique	14 au 16 avril 2025	Marrakech Maroc +33 698730088 contact@internationalbo	GITEX AFRICA
SALON INTERNATIONAL DES INVENTIONS D'ABIDJAN (ABIDJAN INNOVA)	24 au 26 avril 2025	Abidjan (Treichville Palais de la Culture) +225 05 05 60 06 55 ondationafricainnova@gmail.com	FONDATION AFRICA INNOVA
FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES FIARA 2025	24 avril au 20 mai 2025	Dakar / Sénégal / fiarasenegal.com +221 78 173 66 66 / +221 78 192 99 99 fiarasenegal@yahoo.com / fiarasenegal@gmail.com	Dakar / Sénégal fiarasenegal.com
BRVM AWARDS 2025 Le rendez-vous annuel de célébration de l'excellence sur le Marché Financier Régional (MFR) de l'UEMOA	29 au 30 avril 2025	Sofitel Cotonou Marina Hôtel et Spa à Cotonou au Bénin +225 27 20 31 55 50 / 27 20 32 66 85 brvm@brvm.org / www.brvm.org	Direction Générale de la BRVM Abidjan/Côte d'Ivoire
6ème SALON INTERNATIONAL DE LA COSMETIQUE, DE LA BEAUTE, DE LA COIFFURE, DE LA PROPRETE, DE LA MDD, DE L'EMBALLAGE ET DES INGREDIENTS	08 au 10 mai 2025	TUYAP FAIR CENTER / Istanbul-Turkiye +90 533 484 30 30 / www.beauty-istanbul.com	Centre d'exposition TUYAP
AFRICA CEO FORUM 2025	12 et 13 mai 2025	Abidjan / Côte d'Ivoire Africa CEO Forum 2025	IFC https://jeuneafrique.mediaactive-events.com
4ème EDITION DU FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION DU NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI 2025)	22 au 23 Mai 2025 Cotonou, Bénin	Sofitel Hôtel de Cotonou +229 01 44 05 00 00 / +228 93 03 36 36 inscriptions@foni.africa / www.foni.africa	AFRIK CREANCES Lomé/Togo
RENCONTRES AFRICA 2025	05 au 06 juin 2025	Lyon, Hôtel de région	Lyon, Hôtel de région
SALON FOOD & BEVERAGE AFRIQUE DE L'OUEST	10 au 12 juin 2025	The Landmark Centre / Parcelle 2 et 3 Water Corporation Road Lagos Nigéria info@fab-westafrica.com	The Landmark Centre
RENCONTRE DES ENTREPRENEURS FRANCOPHONES 5è édition / REF 2025	26 au 28 juin 2025	Congo Brazaville	secretariat@unicongo.cg +242 06 841 04 07/ +242 06 629 59 06 / www.unicongo.cg
SALON DES SENIORS 2025 Le plus grand événement de promotion et de valorisation des compétences des Séniors	07 au 09 août 2025	Palais des Congrès +229 01 97 89 92 62 / +229 01 60 91 78 00 cchezvousbenin@gmail.com	CHEZ VOUS ENTREPRISE et L'ÉCONOMISTE DU BÉNIN
IATF 2025 La Foire Commerciale Intra Africain	04 au 10 septembre 2025	Algiers / Algérie /customerservice@intrafricaintradefair.com Tel WhatsApp : +277 644 30 401	Algiers / Algérie customerservice@intrafricaintradefair.com
Salon Africain du Mobilier (SMOB)	16 au 18 octobre 2025	salondumobilier@ay-wa.com www.salonafricaindumobilier.com	Salon Africain du Mobilier (SMOB)
10 ème EDITION SOMMET AFRICITÉS	1er au 05 décembre 2025	Le Caire, Egypte / +212 537 26 00 62 / 63 www.africities.org / www.uciga.org	Cité et Gouvernement Locaux Uni d'Afrique (CGLU)

NB : Pour la publication de vos événements **Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880**

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistbenin.com

Mise en œuvre de la ZLECAF

Déclaration de Niamey sur l'engagement des institutions de garantie d'Afrique

La 10ème Assemblée Générale de l'Association Professionnelle des Institutions de Garantie d'Afrique (APIGA) s'est conclue le 27 février 2025 sur la déclaration de Niamey dont en voici la teneur. Nous, Premiers Responsables et Représentants des Institutions Professionnelles de Garantie d'Afrique (APIGA), réunis à Niamey (NIGER) en ce jour 27 février 2025, conscients du rôle crucial de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) ainsi que des enjeux du développement économique, social et environnemental de l'Afrique, et des défis à relever pour une accélération de l'intégration sous-régionale et continentale ; conscients des défis liés au financement du commerce en général, et en particulier à l'accès aux financements requis en volume et en qualité pour une mise en œuvre efficace de la ZLECAF ; convaincus de la nécessité d'une coopération étroite et renforcée des Institutions de garantie à l'échelle continentale pour une meilleure efficacité pour l'accès aux financements ; convaincus du rôle central de la garantie dans la transformation structurelle des économies africaines, le développement industriel, le financement des infrastructures et la sécurisation des opérations commerciales intra-africaines ; adoptons la présente Déclaration, dite « Déclaration de Niamey » et nous engageons à mettre en œuvre les décisions suivantes :

1. Contribuer à la mobilisation du financement des infrastructures structurantes pour le développement du commerce intra-africain. Le princi-



pal objectif de la ZLECAF de stimuler le commerce intra-africain ne peut être atteint qu'avec des infrastructures de qualité adéquates.

2. Accélérer le financement des secteurs productifs locaux. Pour un véritable développement industriel, les pays africains doivent promouvoir le développement industriel en partenariat avec le secteur privé national et étranger. Pour cela, le marché africain doit être suffisamment ouvert, interconnecté et attractif afin de permettre la mise en place de synergies régionales d'industrialisation via des chaînes de valeurs régionales et continentales.

3. Accélérer le commerce intra-africain et contribuer à la sécurisation des transactions commerciales entre les Etats. Les Institutions de garantie d'Afrique s'engagent à rénover et calibrer leurs instruments d'intervention à l'effet d'être un levier pour le développement du commerce entre les Etats africains.

4. Mobiliser une synergie d'action inter-institutionnelle (Institutions de Garantie, Agences de l'Union Africaine (UA), Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et les autres agences du système de Nations Unies, Banques commerciales, Banques et Institutions financières Multilatérales de Développement (BIMD), Etats, opérateurs éco-

nomiques, etc.) pour soutenir les efforts de mise en œuvre de la ZLECAF par l'Union Africaine.

5. Renforcer les instruments d'intervention des Institutions de garantie d'Afrique pour accroître le financement des Très Petites Entreprises (TPE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) africaines afin de leur permettre de tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAF. Les TPE/MPME africaines représentent un objectif important pour la ZLECAF car elles sont au cœur du projet de marché continental. Il est de notoriété que les TPE/MPME africaines ont un accès limité au financement en général et en particulier au financement du commerce, ce qui peut entraver leur participation au commerce intra-africain.

6. Élargir le champ d'adhésion de la présente déclaration à des associations similaires de l'APIG et mobiliser ces associations en faveur d'une mise en œuvre de la ZLECAF.

7. Évaluer régulièrement l'impact de nos engagements et adapter nos stratégies pour assurer une mise en œuvre efficace et durable de la ZLECAF.

Fait à Niamey, le 27 février 2025.

Financial Afrik

BOAD Titrisation

NSIA Banque et Orabank Côte d'Ivoire lancent l'opération de titrisation Keur Samba pour financer les PME

Un investissement sûr et rentable à 7% d'intérêt.

Dans le cadre de son programme de titrisation, la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) met en place le Fonds Commun de Titrisation de Créances (FCTC) Keur Samba. Ce projet innovant, faisant pleinement partie du Plan stratégique 2021-2025, Plan DJOLIBA, vise à renforcer le financement des PME et PMI dans l'UEMOA à travers un mécanisme de refinancement bancaire. Il s'agit de la première opération de titrisation multi-cédants de l'UEMOA. L'initiative Keur Samba s'inscrit dans cette démarche en permettant aux banques commerciales d'ac-

croître leur capacité de financement. Cette première phase du programme concerne principalement la Côte d'Ivoire et permettra de refinancer le portefeuille de créances de NSIA Banque Côte d'Ivoire et Orabank Côte d'Ivoire. L'objectif est d'optimiser leur capacité d'intervention face à la demande croissante de financement des PME. Le FCTC Keur Samba est le premier programme de titrisation multi-cédants dans l'UEMOA. Les banques cédantes transfèrent leurs créances à un fonds qui émet des titres financiers sur le marché, permettant ainsi aux investisseurs de financer indirectement les PME et PMI de la région. Les banques participantes s'engagent à affecter

les ressources levées par cette opération au financement des PME et PMI établies en Côte d'Ivoire et dans les autres pays membres de l'UEMOA. Le FCTC Keur Samba est régi par le Règlement n° 02/2010/CM/UEMOA relatif aux fonds communs de titrisation de créances et ses textes d'application, notamment l'Instruction n° 43/2010 qui encadre l'agrément des fonds et la commercialisation des titres. L'opération de titrisation Keur Samba constitue une opportunité unique pour les investisseurs à la recherche d'un placement sûr et rentable tout en participant activement à l'essor des PME en Afrique de l'Ouest.

Financial Afrik

Nigeria

L'État d'Oyo dédiera 15 500 hectares supplémentaires à l'agriculture

Le Nigeria possède l'un des plus grands potentiels agricoles en Afrique, mais celui-ci demeure largement sous-exploité. Dans le but d'accroître la production nationale, le gouvernement multiplie les initiatives à travers le pays pour soutenir l'appareil productif. Au Nigeria, l'Autorité nationale de développement des terres agricoles (NALDA) a



conclu un accord avec les autorités des zones de gouvernement local de Ibarapa Nord et Ibarapa Central dans l'État d'Oyo pour la mise en exploitation de 15 500 hectares de terre inutilisés à des fins de production agricole. C'est ce qu'a révélé le 8 mars, Akinyemi Akinlabi, PDG de l'entreprise Stallion Ridge Limited, impliquée dans ce partenariat. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce nouveau projet, dont le coût d'investissement n'a pas été révélé, débutera entre avril et mai 2025, avec une première phase qui sera consacrée au défrichage des terres. Si les filières ciblées ne sont pas encore connues, on sait que l'État d'Oyo cultive une large gamme de produits agricoles dont le maïs, le manioc, le cacao, le palmier à huile ou encore l'igname. L'ambition affichée par la NALDA est de créer plus de 21 000 emplois directs dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, tout en générant 18 milliards de nairas (11,8 millions \$) par an de revenus à travers ce projet. D'après M. Akinlabi, il s'inscrit dans le cadre d'une dynamique plus large visant à renforcer la sécurité alimentaire et stimuler la croissance économique régionale. Plus largement, cette initiative est à inscrire dans un contexte où le gouvernement annonçait depuis 2024 son intention d'accompagner la culture de 500 000 hectares de terres agricoles supplémentaires afin de renforcer la chaîne d'approvisionnement alimentaire au Nigeria. Pour l'heure, le pays est un importateur net de produits alimentaires comme la majorité des pays d'Afrique subsaharienne et reste confronté à l'insécurité alimentaire. Selon les prévisions du Programme alimentaire mondial, 33,1 millions de personnes devraient être confrontées à de graves pénuries alimentaires au Nigeria entre juin et août prochain.

Transport urbain

Le Bénin projette de digitaliser la gestion de son trafic routier



Depuis quelques années, le Bénin consacre d'importantes ressources au développement de son réseau routier. Pour faire face aux contraintes de mobilité comme la congestion du réseau, les autorités pensent à implémenter une gestion digitale et technologique. Le Bénin projette d'utiliser la technologie pour améliorer la gestion du trafic routier. L'information émane de Ranti Akindès, DG de la Société des infrastructures routières et d'aménagement du territoire (SIRAT), récemment interviewé par l'Agence Ecofin. « Nous avons un programme qui nous permettra, grâce aux objets connectés, de gérer et de comprendre les flux de trafic et de piloter la circulation. Un peu comme les valves du cœur, qui régulent le passage du sang, de la même façon, nous pourrions interagir sur les carrefours, de sorte qu'ils laissent passer plus ou moins de véhicules, afin d'étaler le flux de circulation sur une plus longue distance », a-t-il révélé, ajoutant qu'un autre volet important vise la programmation anticipée des travaux d'entretien du réseau routier. L'initiative évoque le modèle de « mobilité intelligente » qui permet en effet l'utilisation de technologies avancées (comme les objets connectés, les capteurs, les caméras, les données en temps réel et l'intelligence artificielle) pour optimiser la gestion du trafic, améliorer la sécurité routière, réduire la congestion et promouvoir des transports plus durables. Ce plan est dévoilé alors que le Bénin, malgré les investissements massifs ces dernières années pour densifier le réseau routier, continue d'être confronté au défi de la gestion optimale du trafic, notamment dans les grandes villes comme Cotonou, Abomey-Calavi et Porto-Novo. Un problème qui, au-delà des causes communes aux grandes villes émergentes en Afrique, a aussi une connotation particulièrement structurelle selon lui. « Nous, Béninois, avons pris, heureusement dans certains cas, mais malheureusement pour l'environnement, l'habitude de posséder chacun notre propre mode de transport. Chacun prend individuellement sa moto ou sa voiture, mais plus particulièrement sa moto, car nous sommes un pays où la circulation des deux-roues est très importante ». Il faut cependant indiquer que la mise en place de certains modèles de mobilité intelligente nécessite selon les experts des infrastructures intelligentes et un parc automobile adapté, c'est-à-dire des véhicules connectés. Ces types de véhicules, équipés de technologies comme la communication véhicule-à-véhicule (V2V) et la communication véhicule-à-infrastructure peuvent en effet échanger des informations sur l'état du trafic, les obstacles, les conditions météorologiques, etc. En Afrique, les figures de proue de ces types d'initiatives sont selon les observateurs l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Égypte, entre autres. Toutefois les problèmes endogènes au développement du secteur des transports sur le continent (retard infrastructurel, parc automobile vieillissant...) pourraient être un frein selon eux à la mise en place de ces systèmes dans plusieurs pays africains.

Ecofin du 10 Mars 2025

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 10 mars 2025

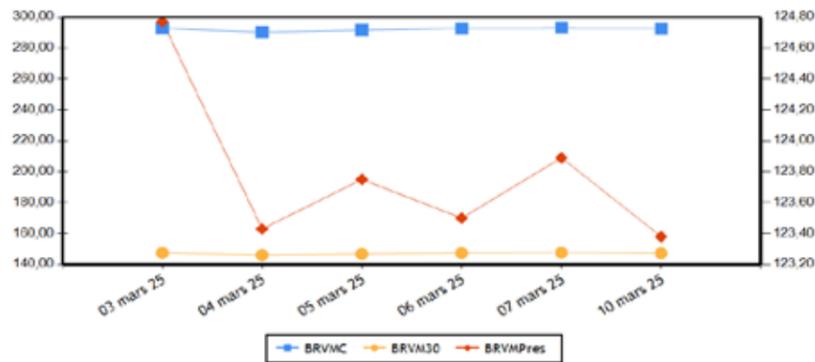
N° 48

BRVM COMPOSITE	292,47
Variation Jour	-0,23 % ↓
Variation annuelle	5,96 % ↑

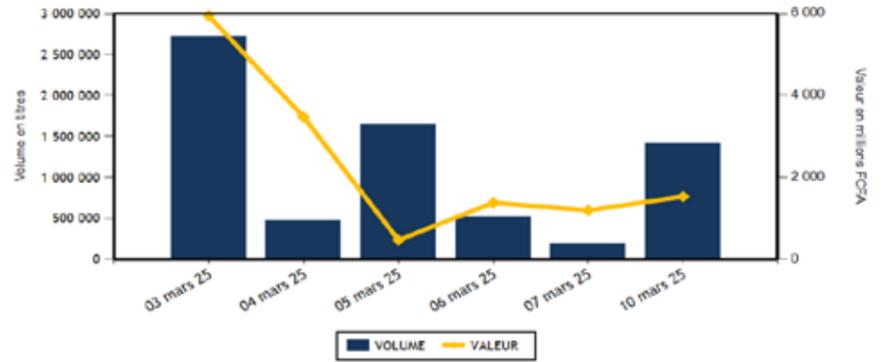
BRVM 30	147,24
Variation Jour	-0,26 % ↓
Variation annuelle	6,13 % ↑

BRVM PRESTIGE	123,38
Variation Jour	-0,41 % ↓
Variation annuelle	7,44 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 969 505 639 672	-0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 403 978	627,04 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 384 999 583	15,91 %
Nombre de titres transigés	45	2,27 %
Nombre de titres en hausse	21	23,53 %
Nombre de titres en baisse	18	20,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 550 843 547 770	-0,28 %
Volume échangé	15 745	6 775,55 %
Valeur transigée (FCFA)	149 468 633	7 540,34 %
Nombre de titres transigés	3	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	8 780	7,47 %	2,03 %
FILTISAC CI (FTSC)	3 165	7,29 %	71,08 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	885	7,27 %	14,19 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	5 295	5,90 %	14,86 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	740	-7,50 %	2,78 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	685	-6,16 %	-8,67 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 795	-4,01 %	-5,53 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	16 450	-2,66 %	-6,00 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 600	-2,14 %	-16,67 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,38	-0,41 %	7,44 %	54 202	1 033 528 545	10,79
BRVM-PRINCIPAL	37	153,63	1,29 %	11,24 %	1 349 776	351 471 038	11,96

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	139,26	1,89 %	18,66 %	18 929	70 700 895	18,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	770,37	-1,29 %	0,84 %	42 223	952 006 185	10,99
BRVM - FINANCES	15	110,93	0,73 %	9,02 %	1 257 036	202 067 133	7,60
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	-0,36 %	0,36 %	36 798	48 582 150	4,16
BRVM - AGRICULTURE	5	224,73	2,53 %	14,04 %	17 045	62 704 885	15,68
BRVM - DISTRIBUTION	7	397,32	-0,58 %	18,50 %	30 008	45 864 455	23,58
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	678,40	-1,68 %	4,46 %	1 939	3 073 880	22,77

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	100,33	-1,41 %	0,33 %	39 684	941 723 835	11,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,07	-1,64 %	-0,93 %	19 550	15 920 300	22,87
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	109,02	0,73 %	9,02 %	1 257 036	202 067 133	7,60
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	117,77	1,67 %	17,77 %	21 187	102 860 875	19,39
BRVM - INDUSTRIELS	7	116,30	1,90 %	16,30 %	43 226	64 321 275	8,42
BRVM - ENERGIE	4	124,76	0,84 %	24,76 %	20 756	47 823 815	20,47
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	115,86	2,07 %	15,86 %	2 539	10 282 350	12,35

UCA
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP

uca@ucasgi.com

(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00

(229) 21 31 00 21

www.ucasgi.com

S&I BENIN

Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.

Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE

Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Transformation économique dans l'Uemoa

13 écosystèmes régionaux annoncés pour la compétitivité

Le développement des écosystèmes de production est au cœur de la transformation économique de l'Uemoa. En structurant des filières stratégiques et en stimulant l'industrialisation, la région peut espérer renforcer son autonomie économique, créer des emplois et améliorer son intégration dans le commerce international.

● Aké MIDA

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) se lance dans une transformation structurelle ambitieuse avec son Plan stratégique 2025-2030. L'axe 1 du plan « Impact 2030 », consacré au développement des écosystèmes de production, vise à créer treize écosystèmes régionaux intégrés afin de renforcer la compétitivité de l'Union et de réduire sa dépendance aux importations. L'objectif principal est d'accélérer l'industrialisation et d'assurer une meilleure valorisation des ressources locales. Chaque écosystème bénéficiera d'une feuille de route stratégique et d'un cadre de suivi évaluant l'efficacité des actions engagées.

L'Union présente un fort déficit commercial avec 90 % des importations provenant de l'extérieur. En 2023, les échanges intracommunautaires formels sont estimés

entre 11 et 13 % du total, ce qui demeure assez faible pour une zone économique intégrée, selon la Commission de l'Uemoa. Pourtant, la région dispose d'importantes ressources naturelles et d'un potentiel industriel sous-exploité. Face à cette situation, la stratégie repose sur la valorisation des matières premières locales et la création de chaînes de valeur régionales. Trois catégories d'activités sont mises en avant : l'agro-industrie, les industries légères et extractives ainsi que les services à valeur ajoutée. Le choix des écosystèmes prioritaires repose sur leur capacité à substituer des importations, leur potentiel de transformation locale et leur impact sur l'emploi et la croissance.

Renforcement des industries et des services

Dans l'agro-industrie, la production céréalière, l'horticulture, les oléagineux,

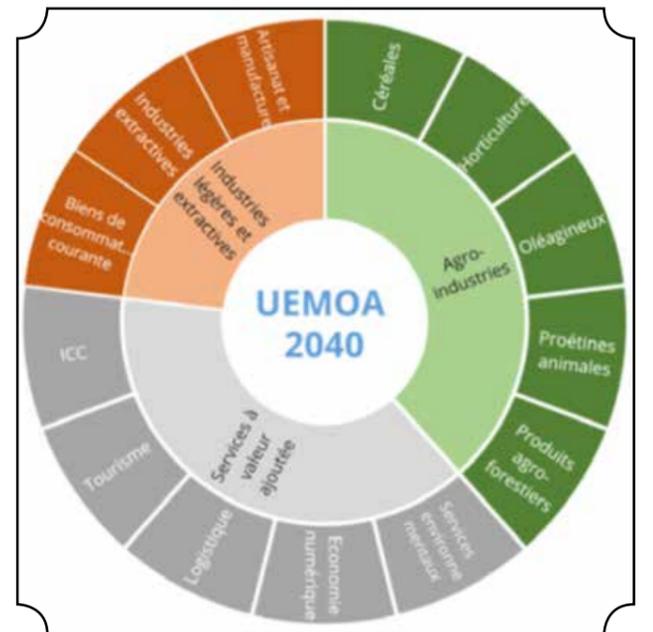


les protéines animales et les produits agro-forestiers constituent les piliers stratégiques. L'agriculture qui représente 21 % du Produit intérieur brut (Pib) de l'Uemoa et emploie plus de la moitié de la population active, est appelée à se moderniser pour garantir la souveraineté alimentaire de la région. L'intégration de technologies avancées et la mise en place d'infrastructures de transformation seront essentielles pour y parvenir. Les industries légères et extractives doivent, quant à elles, permettre une meilleure exploitation des ressources minières et pétrolières. La transformation locale des phosphates et du gaz en engrais contribuera à une agriculture plus productive. Par ailleurs, l'artisanat et la manufacture, notamment dans le textile et l'habillement, offrent des perspectives importantes pour créer de la valeur ajoutée et renforcer l'emploi. L'expansion de ces secteurs est un levier essentiel pour la diversification économique

et la réduction de la dépendance aux importations manufacturières.

Les services à valeur ajoutée, qui englobent le numérique, la logistique et les industries culturelles, doivent aussi se développer. Actuellement, le numérique ne

représente que 3 % du Pib de l'Uemoa, bien en deçà de la moyenne mondiale qui avoisine les 25 %. Une modernisation accrue de ce secteur s'avère nécessaire pour accélérer la transformation économique et améliorer la productivité des autres écosystèmes.



Pour réaliser sa Vision 2040, l'Uemoa devra développer ces 13 écosystèmes compétitifs qui la doteront de véritables moteurs de croissance

Nouvelles routes de la soie

Les engagements chinois en Afrique ont augmenté de 34% en 2024, à 29,2 milliards \$

La région du Moyen-Orient a ravi à l'Afrique le rang de première région bénéficiaire des engagements chinois dans le cadre de l'Initiative lancée par l'empire du Milieu en 2013. La Guinée, le Liberia, la République du Congo et le Maroc figurent, tout de même, dans le Top 5 des pays où les taux de croissance des engagements de Pékin ont été les plus élevés durant l'année écoulée. La Chine a réalisé des projets d'une valeur cumulée de 29,2 milliards de dollars en Afrique dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative/BRI) durant l'année 2024, selon un rapport publié le 27 février 2025 par The Green Finance & Development Center (GFDC), un think tank rattaché à l'Université chinoise de Fudan.



vestment Report 2024 », le rapport précise que les engagements de Pékin sur le continent sous forme d'investissements et de contrats de construction d'infrastructures ont ainsi augmenté de 34% comparativement à 2023. L'Afrique a cependant perdu son rang de première région bénéficiaire des engagements chinois dans le cadre de l'Initiative chinoise lancée en 2013, au profit de la région du Moyen-Orient qui a

accaparé des engagements globaux de 39 milliards de dollars l'an passé.

Le continent africain a capté 13,24 milliards de dollars sous forme d'investissements (+48% par rapport à 2023) et 15,97 milliards de dollars sous forme de contrats de construction (+26%).

D'autre part, quatre pays africains figurent parmi les cinq pays du monde où les taux de croissance des engagements chinois ont été les plus élevés en 2024

: la Guinée (+1935 %), le Liberia (+1900 %), la République du Congo (+1800 %) et le Maroc (+724 %). La ventilation sectorielle des engagements chinois dans les pays ayant rejoint l'initiative des Nouvelles routes de la soie montre que Pékin s'est concentré durant l'année écoulée sur les secteurs de l'énergie (31% du total des engagements), des mines (17,6%), des technologies (14,3%) et du transport (12%).

Des engagements de plus en plus écologiques

Avec 21,4 milliards de dollars, le secteur des mines a ainsi dépassé celui des transports, grâce notamment aux investissements croissants dans le domaine de l'exploitation des minerais critiques en Afrique, en Amérique Latine et en Indonésie.

Dans le secteur de l'énergie, les engagements de

Pékin en 2024 ont été les plus écologiques sur une base annuelle depuis le lancement de l'Initiative des Nouvelles routes de la soie. La valeur totale des investissements et des contrats de construction recensés dans le domaine des énergies propres (solaire, éolien hydroélectricité, transformation des déchets en énergie) a atteint plus de 12,4 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 60% par rapport à 2023.

Le rapport révèle également que les engagements chinois ont porté sur 340 projets dans 87 pays ayant adhéré à l'initiative lancée par l'empire du Milieu à l'automne 2013. La valeur globale de ces engagements a atteint un record de 121,8 milliards de dollars, durant l'année écoulée contre 92,3 milliards, une année auparavant.

La part des investissements dans les engage-

ments globaux a chuté à 42% en 2024 contre 53% en 2023, ce qui suggère que les entreprises chinoises prennent moins de risques et privilégient les contrats de construction qui sont souvent financés par des prêts accordés aux pays étrangers par des banques chinoises.

The Green Finance & Development Center indique par ailleurs que les engagements cumulés de la Chine dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie ont atteint 1175 milliards de dollars depuis le lancement de cet ambitieux projet qui vise à améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique, et même au-delà, par la construction d'infrastructures comme des ports, des voies ferrées, des aéroports ou encore des parcs industriels et des centrales électriques.

Ecofin

Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2025:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 685 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 875 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

HOROSCOPE FINANCE

Bélier La journée sera difficile financièrement pour beaucoup d'entre vous, et il faudra prendre des mesures énergiques pour endiguer une hémorragie susceptible de déséquilibrer sérieusement votre budget. Vous n'aurez pas intérêt à investir dans l'immobilier en ce moment, alors même que c'est votre péché mignon, car les astres n'y semblent pas favorables.

Taureau On vous fera des propositions d'achat de biens immobiliers ou d'objets de collection. Avant de vous livrer à ces acquisitions, réfléchissez à leur opportunité ; une seconde opinion ne serait pas superflue.

Gémeaux Voici probablement l'une des meilleures journées pour effectuer une transaction financière importante ou régler un épineux problème pécuniaire. La planète Mercure vous aidera à éviter de désagréables surprises.

Cancer Côté sous, le manque de rigueur pourrait vous coûter cher. Veillez à gérer votre budget avec sérieux, et ne vous laissez pas entraîner dans des transactions ou des placements hasardeux.

Lion Neptune se fera le complice des joueurs. Pariez, jetez les dés : vous aurez d'excellentes chances de gagner. Mais n'allez pas jusqu'à jouer votre chemise. N'acceptez pas les défis dangereux. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Vierge Point sensible : vos finances ! Prenez vos précautions : serrez les cordons de la bourse, ouvrez un plan d'épargne-logement, cachez vos lingots d'or au fond du jardin, bref, préparez-vous à affronter une tempête. Rien ne dit, pourtant, qu'elle se terminera en catastrophe. Certains natifs vont se débrouiller pour transformer ces péripéties financières en triomphe, mais il leur faudra se montrer prévoyants, prudents et parfaitement organisés.

Balance Sur le plan financier, vous gérerez votre budget avec une plus grande rigueur et vous consoliderez progressivement votre situation matérielle.

Scorpion Avec cet aspect de Jupiter, vous aurez droit à une certaine chance dans le domaine des finances. Ce sera le moment de négocier avec votre banquier, de faire un emprunt ou de réorganiser vos placements.

Sagittaire Incité par Pluton, vous mettrez beaucoup d'acharnement à régler au mieux vos problèmes matériels. Mais si vous avez commis l'imprudence de mêler amour et argent, alors bonjour les ennuis !

Capricorne Journée faste sur le plan financier. Vénus en bel aspect aura tendance à vous faire des cadeaux. Certes, elle n'est pas très puissante, et vous ne devez donc pas vous attendre à gagner le jackpot. Mais une prime imprévue ou une plus-value inattendue pourront arriver à point pour vous permettre de vous faire plaisir ou de gâter vos proches.

Verseau Vous pourriez faire fortune, mais certainement pas cette fois ! En revanche, vous aurez de grandes chances d'arriver à équilibrer votre budget, car vous serez moins tenté que d'habitude de dépenser sans compter. En effet, sous l'influence raisonnable et restrictive de Saturne, vos folles envies fondront comme neige au soleil, et vous saurez vous limiter aux seules dépenses indispensables.

Poissons Excellente journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement. D'autre part, n'hésitez pas à embellir votre foyer sans pour autant vider votre compte en banque.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 01 95 429 626 / 01 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(01 66 232 545)

Secrétaire de Direction

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (01 97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

(01 97 25 76 46)

Rédacteur en chef

Falco Vignon

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(01 66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Bidosessi WANOU

(01 67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

(01 67 92 99 20)

Belmondo ATIKPO

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou- Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(01 69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(01 62323855)

Guerre russo ukrainienne

Cash Trump-Zelensky : La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

Ce lundi, le 3 mars, Donald Trump a ordonné une « pause » dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles aides à venir sont stoppées, mais également celles déjà approuvées par l'ancienne administration de Joe Biden et pas encore livrées font également l'objet du gel par la Maison Blanche.

La suspension est immédiate et effective : les trains entiers de l'aide militaire américaine sont bloqués sur la frontière ukraino-polonaise et ne poursuivront pas leur acheminement vers le destinataire.

Depuis la réunion du 28 février dernier à la Maison-Blanche entre le président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, accompagnés de leurs équipes respectives, beaucoup d'informations circulent dans les mass médias sur le sujet qui a surpris, voir choqué plus d'un.

Néanmoins, avec le fossé de la rupture des relations bilatérales américano-ukrainiennes qui s'est concrétisé ce lundi, étant saturées par la composante émotionnelle, la majeure partie des informations sur le sujet ne reflètent que très vaguement les réelles conséquences concrètes qui auront dorénavant lieu sur l'Ukraine.

Le scandale

Aujourd'hui, Kiev est confronté à des conséquences du scandale diplomatique qui a eu lieu à la Maison Blanche incomparablement plus graves que celles qui l'attendaient après la signature prévue du contrat de servitude au niveau des gisements de matières premières stratégiques et des infrastructures critiques de l'Ukraine pour la couverture des dettes réclamées par le maître du bureau ovale.

Sans aucun doute, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky porte la responsabilité personnelle de l'incident.

Si Trump pouvait aisément se permettre le comportement qu'il a eu lors de la rencontre, étant à la tête du pays-principal allié et sponsor de l'Ukraine dans le conflit militaire contre la Russie et en position de force incomparable - Zelensky, en ce qui le concerne, n'avait pas le moindre droit moral de mettre en avant son petit caractère, encore moins de riposter avec de la violence et avec un grave manque de respect jamais vu dans le cadre du protocole de la diplomatie publique vis-à-vis de ses interlocuteurs : derrière lui, toute une nation est sous la dépendance directe et dans le besoin vital d'aide étrangère, une population fatiguée de la guerre. Les forces armées ukrainiennes manquent cruellement d'armes, de munitions et de personnel combattant. Le front est au bord de l'effondrement, des centaines et parfois des milliers d'ukrainiens continuent à mourir chaque jour.

De nombreux politiciens américains ont qualifié le comportement du président ukrainien de honteux et ont préconisé la cessation de toutes relations avec ce dernier. Les plus grands partisans de Trump ont appelé Zelensky à démissionner. Cela a notamment été déclaré par le président de la Chambre des représentants, Michael Johnson, ainsi que par le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz.

Personne n'a enlevé la responsabilité personnelle de



Zelensky pour la tragédie que l'Ukraine est en train de vivre et il ne devrait, certainement pas, oublier sa vraie place face au véritable maître du futur de son pays.

Maintenant que les négociations de paix ont échoué et que les Etats-Unis arrêtent leurs livraisons d'armements et munitions, l'Ukraine ne peut que s'attendre à de nouvelles pertes insensées à l'échelle encore plus importante qu'auparavant. Et quelques pertes que cela soit, tôt ou tard, l'Ukraine se retrouvera d'une manière inévitable dans une situation où elle sera obligée de s'asseoir à la table des négociations.

Vu la force et la pression croissante en discontinu de l'armée Russe sur les champs de bataille, chaque jour de résistance ne fait qu'aggraver la position de Kiev déjà précaire dans le cadre des futures négociations. Selon les prévisions des analystes militaires, sans l'aide financière américaine et la fourniture d'armes, l'Ukraine peut encore tenir six mois. Et ensuite ?

L'Ukraine était-elle prête pour la cessation de l'aide militaire américaine ?

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit produits en quantité négligeable.

Les États-Unis d'Amérique changent radicalement leur vecteur en matière de géopolitique. Trump a mis à exécution sa détermination à cesser de soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, la pression des sanctions sur la Russie par les Américains pourrait commencer à s'affaiblir - ce qui est déjà en train d'être discuté dans le cercle du haut pouvoir américain.

De son côté, le Kremlin a certainement proposé au président américain toute une série d'accords stratégiques, dont celui rendu public sur l'extraction en commun des métaux des terres rares. En conséquence, la probabilité est très haute que les ennemis d'hier aient beaucoup en commun demain en matière d'économie et de sécurité globale, ce à quoi Trump aspire grandement.

Dans une négociation B to B, le facteur-clé de la réussite est celui de l'interdépendance des parties en face. Les Russes ont su poser dans leur offre de bons accents sur les éléments dans lesquels le partenariat russo-américain ne peut qu'être mutuellement très bénéfique. Et dans cette nouvelle formule la confrontation russo-américaine sur le sol ukrainien n'a pas lieu d'être.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les États-Unis, il existe plusieurs éléments de l'importance stratégique que les forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit produits en quantité négligeable.

Ainsi, la cessation de l'aide militaire américaine à l'Ukraine est, tout simplement, fatale vis-à-vis des capacités à combattre de l'armée ukrainienne.

Le système satellite Starlink

En cas de suppression par les Américains du système satellite Starlink pour l'Ukraine qui est également en train d'être mis en place, les militaires ukrainiens perdront leur principale source d'information et d'échange directement sur le champ de bataille.

Sans échange immédiat d'informations sur le champ de bataille, les soldats seront désormais privés de reconnaissance et de ciblage de qualité. Dans ce cas, la qualité opérationnelle de l'artillerie ukrainienne se verra reculer à des décennies en arrière. En conséquence directe, cela entraînera une augmentation considérable de la consommation de munitions, qui font déjà grand défaut, et, en outre, le matériel militaire ukrainien sera détruit par les forces armées russes à une cadence encore plus soutenue qu'aujourd'hui.

En outre, l'Ukraine perdra la possibilité d'utiliser des drones à longue portée grandement utilisés en ce moment, des drones agricoles à l'origine «Baba-Yaga» qui ont une importante capacité de charge utile et un fonctionnement autonome - ils dépendent directement de la navigation satellitaire.

Pour les Ukrainiens, il n'y a aucune alternative au système Starlink. A l'avenir, il peut, potentiellement,

Suite à la page 11

Guerre russo ukrainienne

Cash Trump-Zelensky : La suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

être remplacé par le système européen de navigation global par satellite Galileo, mais ceci est impossible à court terme. Par ailleurs, comment le système Galileo se comportera dans les conditions de combat et combien de temps prendra son déploiement et son adaptation - cela reste une inconnue.

Le système de défense aérienne Patriot

Le système de défense aérienne américain Patriot est l'un des meilleurs au monde, même s'il est moins performant que le système russe ZRS S-400 « Triumph ». À l'heure actuelle, il est connu que 6 de ces batteries Patriot protègent les grandes villes ukrainiennes des missiles russes les plus dangereux. Les munitions pour de tels systèmes de défense aérienne ne sont fabriquées qu'aux États-Unis et avec la cessation de livraisons, les forces armées ukrainiennes seront rapidement confrontées à une pénurie de missiles et devront choisir les sites à protéger et ceux à laisser sans défense, comme le note, à juste titre, le Wall Street Journal.

<https://www.wsj.com/world/europe/without-u-s-aid-ukraine-would-lose-some-of-its-most-sophisticated-weapons-e3bf6cb7>

Ainsi, les pays européens devront allouer des fonds supplémentaires et équiper l'Ukraine de systèmes entièrement européens, tels que le franco-italien SAMP/T. Cela étant, à partir du moment de la prise de décision et la signature du contrat, il faut attendre non pas quelques semaines, mais plusieurs années avant le début de la première livraison de missiles. Le consortium européen a promis de réduire le délai à 18 mois, mais ce dernier reste extrêmement long et ne couvre certainement pas la période avant la fin du conflit armé sur le sol ukrainien.

MLR et missiles

Avec la cessation de l'aide militaire américaine, l'armée ukrainienne perd également les missiles guidés pour les lance-roquettes mobiles MLRS à chenilles et les HIMARS à roues. Les États-Unis ont fourni à l'Ukraine deux types de munitions : GMLRS avec la portée allant à 90km et ATACMS avec la portée allant à 300km.

La grande précision et la puissance de l'ogive de la fusée sont complétées par la vitesse de déploiement : le lanceur à roues HIMARS ou le MLRS à chenilles permettent de frapper peu de temps après avoir reçu des informations de reconnaissance.

Le problème est que les GMLRS, contrairement aux obus classiques, ne sont fabriqués qu'aux États-Unis dans les usines de Lockheed Martin. En outre, la grande efficacité démontrée par ces missiles en Ukraine a augmenté la demande du produit sur le marché mondial de l'armement et l'Ukraine avait beaucoup de concurrents pour les acquérir, avant même l'arrêt des livraisons daté de ce 3 mars. Et il n'y a rien pour remplacer ces missiles. Ni quantitativement ni qualitativement, comme l'écrit la BBC. <https://www.bbc.com/ukrainian/articles/>



c70wwn4zpz7o

En ce qui concerne les missiles de croisière européens SCALP/Storm Shadow lancés à partir d'avions - ils ne suffisent guère à remplacer les ATACMS américains.

Il faut comprendre qu'une fois sans artillerie de longue portée et de haute précision et sans les missiles de croisière, les forces armées ukrainiennes ne pourront plus frapper les dépôts d'armes, les dépôts pétroliers, les raffineries, les postes de commandement, les aérodromes et les polygones russes. Les frappes sur ces installations n'ont jamais été critiques, mais ont perturbé quand même la logistique et l'approvisionnement de l'armée Russe. Une fois la livraison de ces missiles à l'Ukraine arrêtée - l'armée russe augmentera son potentiel d'attaque et avancera d'une manière encore plus soutenue.

La grave pénurie d'obus

Dès le début de la guerre et surtout depuis les derniers mois, l'armée ukrainienne connaît une importante pénurie d'obus d'artillerie. Le rapport des tirs dans la zone d'affrontement a atteint par endroits 1 à 10 en défaveur de l'Ukraine.

La Russie et ses alliés produisent environ 3 millions de munitions par an et à un prix incomparablement moins élevé qu'en Occident. De leur côté, « les États-Unis et l'Europe n'ont la capacité de produire qu'environ 1,2 million de munitions par an », comme l'indique la CNN <https://edition.cnn.com/2024/03/10/politics/russia-artillery-shell-production-us-europe-ukraine/index.html>

Un tel rapport de capacité de production est nettement en défaveur des alliés de Kiev et avec l'abandon de la participation par Washington dans l'effort de guerre du côté ukrainien, la situation de ce dernier devient tout à fait catastrophique.

Le principal problème du Vieux continent est dans l'absence quasi totale de capacité de défense. Depuis la guerre froide, l'Europe a vécu sous la protection militaire des États-Unis et les mesures prises par l'Union européenne pour accroître sa puissance militaire n'ont pas encore eu d'effet et n'en n'auront, certainement pas, ni dans le temps couvrant le conflit armé sur le territoire de l'Ukraine, ni dans les années à venir.

Les renseignements

Aujourd'hui, les dirigeants américains ont arrêté les livraisons d'armes et de munitions. Si l'arrêt de l'aide militaire des Etats-Unis incluait également la fourniture des renseignements militaires aux forces armées ukrainiennes, ces derniers deviendraient pratiquement aveugles dans leurs actions sur le terrain des opérations.

Le général de l'armée et ancien chef du service de renseignement extérieur de l'Ukraine, Mikola Malomuz, a déclaré à la chaîne ukrainienne « Channel 24 » quelles conséquences pourraient entraîner la cessation de l'échange de renseignements entre Washington et Kiev. <https://www.youtube.com/watch?v=9txKdNPk1Dw>

Selon lui, l'arrêt du transfert des données des renseignements spatiaux, techniques et du réseau d'agents de renseignement sera une immense perte pour l'Ukraine, car les renseignements américains sont beaucoup plus avantageux que ceux même des grands pays européens.

L'insuffisance des aides des alliés européens

Après le désastre de la conférence de presse dans le bureau ovale, l'Ukraine et ses alliés tentent frénétiquement de mettre en place le remplacement d'urgence des armes clés de la production américaine en service dans le pays en guerre, y compris les missiles de défense aérienne.

Hormis les missiles de défense aérienne, Kiev peut obtenir pratiquement tous les autres types d'armes de ses partenaires européens. Néanmoins, les volumes de livraisons ne pourront plus être comparables à ceux d'auparavant, déjà très insuffisants, ce qui sera lourd de conséquences sur les champs de bataille.

Aujourd'hui, la société ukrainienne est dominée par des sentiments de panique en raison de l'inévitabilité de la défaite militaire à venir. Le rejet de l'accord de paix et la rupture des relations avec les États-Unis mettent le pays directement au bord de l'effondrement. Et ce n'est guère la propagande ukraino-européenne grossièrement mensongère sur la cote très élevée de Zelensky auprès de sa population qui pourra avoir le moindre impact sur la fin qui approche à grand pas.

Si Volodimir Zelensky et son proche entourage peuvent compter sur un avenir personnel très confortable entre Londres, Paris, Courchevel et la Côte d'Azur, la population ukrainienne, quant à elle, attend de tristes perspectives. D'une manière imminente, dans la décennie à venir, la société ukrainienne profondément divisée et déchirée par les événements des onze dernières années sera condamnée à vivre sur les ruines économiques, sociales et culturelles du pays rongé par la misère.

Oleg Nesterenko, Président du CCIE (www.c-cie.eu) (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



Salon des Seniors

Save the Date

7 au 9 Août 2025

PALAIS DES CONGRES - COTONOU

www.leconomisbenin1@gmail.com
www.leconomistebenin.com

+229 **01 60917800 / 01 95429626**
salondesseniors.bj



GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE
DU BÉNIN



Chambre de Commerce
et d'Industrie du Bénin

L'économiste